



## **Emmanuel Macron s'en prend aux services publics marseillais**

En déplacement à Marseille, le président de la République devait notamment annoncer un "plan" pour rénover les écoles de Marseille dont le bâti est délabré, résultat de l'absence d'investissement public au cours des 20 dernières années. Mais, dans son discours, aucun montant, aucun calendrier de rénovation et aucune modalité de mise en œuvre n'ont été précisés. Au contraire, le Président de la République s'est livré à un exercice de dénigrement des agent-es du service public et a annoncé la mise en place de dispositifs qui feraient des écoles de Marseille un terrain d'expérimentation de la dérégulation de l'Éducation nationale.

Le recrutement des professeur-es des écoles par les directeurs et directrices d'école ouvrirait une brèche dans le fonctionnement du service public d'éducation : Emmanuel Macron cherche à substituer aux mutations régies par des règles connues de tous un recrutement sur profil, ouvrant la porte à l'opacité et au clientélisme. Les écoles marseillaises n'ont pas besoin d'un nouveau modèle managérial qui met à mal le service public d'éducation et dénature les relations entre les personnels, elles ont besoin de moyens pour fonctionner correctement et d'enseignant-es en nombre suffisant, reconnus et valorisés socialement !

Le président a aussi annoncé la création d'une société publique en charge de la réhabilitation des écoles les plus délabrées. Cette structure préfigure-t-elle une nouvelle forme de désengagement de l'État de ce dossier très sensible à Marseille ? N'est-ce pas le retour des projets de partenariats public/privé qui ont fait tant de mal aux écoles marseillaises ?

Sur sa lancée, Emmanuel Macron a également pointé l'absentéisme et les grèves des personnels de la ville de Marseille qui ne sont pourtant en rien responsables de la dégradation des locaux scolaires. En stigmatisant les personnels territoriaux, il tente de détourner l'attention et de reporter sur eux la responsabilité de l'Etat alors même que l'engagement des agent-es de la ville de Marseille a été salué par toutes et tous

au plus fort de la crise sanitaire. Il a également mis en cause les enseignant-es, qui seraient absent-es des écoles difficiles. Pour la FSU ces propos sont insultants et portent atteinte à l'ensemble des agent-es publics.

En définitive, Emmanuel Macron instrumentalise la crise multiforme que connaît la ville de Marseille : il prend prétexte des fractures économiques, sociales et scolaires de la ville pour pousser des propositions néolibérales qui ne vont faire qu'aggraver la situation et qui ont déjà fait la preuve de leur inefficacité. Cette instrumentalisation est irresponsable et ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Marseille n'est pas un terrain de jeu politique où un probable futur candidat à l'élection présidentielle peut venir tester les mesures régressives de son projet politique, qu'il entend bien étendre à tout le service public d'éducation, et plus largement à tous les services publics.

Les marseillais-es ont droit aux mêmes services publics que sur le reste du territoire. Des services publics confortés dans leurs missions et dotés des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. C'est une condition incontournable pour faire vivre et respecter les promesses républicaines indispensables pour assurer la cohésion sociale et défendre l'intérêt général.

La FSU exige que des moyens à la hauteur des enjeux soient débloqués pour garantir à tous les élèves un même droit à l'éducation et à tou-tes les usager-es un égal accès aux services publics, sur tout le territoire.

Aussi, elle invite les personnels à ne pas supporter le dénigrement de leur travail et à se mobiliser le **23 septembre**, à l'appel de l'intersyndicale de l'éducation, et le **5 octobre** à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle pour l'emploi, les rémunérations et les conditions de travail.

Les Lilas, le 03 septembre 2021

